

LES BONNES RÉPONSES


ATD
QUART MONDE

En France les 1% des plus riches émettent plus de gaz à effet de serre par an que la moitié la plus pauvre des Français. Combien de fois plus ?

☐ 2 fois plus ☐ 5 fois plus ☒ 10 fois plus

En France, les 1 % les plus riches émettent en moyenne 10 fois + de gaz à effet de serre par an que la moitié la plus pauvre des Français. Ceux-ci consomment moins car moins de moyens et davantage des pratiques écologiques (seconde main, réparer, économiser l'eau, moins consommer, ne pas jeter de nourriture). Les pop. les + riches = responsables en grande partie de la dégradation environnementale (mode de vie, décisions). Elles en sont pourtant les moins victimes !

Sources Oxfam France, « Inégalité climatiques », 2023

Les enfants en situation de pauvreté ont plus de risques d'avoir des problèmes respiratoires par rapport aux enfants les plus aisés. Combien de fois plus ?

☒ 1,5 fois plus ☒ 2 fois plus ☐ 3 fois plus

Ils ont 1,6 fois plus de risques d'avoir de l'asthme et 2 fois plus de risques de bronchiolite. Les quartiers les plus populaires sont souvent proches de zones industrielles et routes = une pollution atmosphérique + importante. Or mauvaises conditions de vie = santé plus fragile = les enfants pauvres en souffrent davantage.

Source : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES),

Si les personnes riches changeaient de mode de vie, ça réglerait les problèmes dus aux crises écologiques.

☐ Vrai ☒ En partie vrai ☐ Complètement faux

En partie vrai : ça réglerait des problèmes, mais ça ne suffirait pas. L'économiste Aurélien Saussay l'explique bien : « ça donne l'impression que si Bernard Arnault arrête de voler en jet privé, on aura réglé le problème de la crise climatique. Il faut absolument que les plus riches fassent les plus grands efforts, (voir question 1) mais ça ne suffira pas. Il sera beaucoup + difficile de permettre aux 40 millions d'automobilistes français de ne plus dépendre de leur voiture à essence. »

La solution = mettre en place des politiques gouvernementales (international, national et local) fondées sur des transformations de la société, s'appuyant sur la coopération

Notes du conseil d'analyse économique. 2023 « Transition énergétique : faut-il craindre pour l'emploi ? »

En 2023, quel pourcentage de français déclarait ne pas avoir les moyens de manger correctement (sainement, équilibré) tous les jours ?

☐ 24 % ☐ 28 % ☒ 32 %

En 2023, 32 % des français déclaraient ne pas pouvoir manger de façon saine et équilibrée tous les jours. Un pourcentage qui a augmenté : 11 % en 2015. (1)

Précisions CREDOC juillet 25 : 14% de la population = fortes contraintes (surtout femmes et jeunes) pas avoir assez à manger, sauter des repas /semaine, réduire les portions.

(1) Source : 17ème baromètre IPSOS / Secours Pop.

Si un habitant d'un pays au revenu élevé produit 1,57kg de déchets par jours, qu'en est-il pour un habitant d'un pays dont le revenu est bas ?

☒ 0,43 kg

☐ 0,8 kg

☐ 1,2 kg

Un habitant d'un pays au bas revenu produit en moyenne 430gr de déchets par jours. Dans l'imaginaire collectif on imagine souvent que les personnes pauvres produisent plus de déchets. Or non, la production de déchets est proportionnelle à l'accroissement du niveau de richesse. Au niveau mondial, les pays à revenu élevé, soit seulement 16 % de la population mondiale, génèrent à eux seuls plus d'un tiers des déchets de la planète.

En France, quel est le pourcentage de citoyens qui n'ont pas accès à un espace vert public à moins de 5 mn à pieds (300m)

☐ Presque 70 %

☒ 50 %

☐ 20 %

La moitié des citoyens n'ont pas accès à un espace vert à moins de 300 mètres. Cette moitié de citoyens habite en majeure partie des quartiers populaires, des QPV ou des grandes citées. Dans les villes situées en zone rurale, les forêts publiques sont souvent éloignées des centres. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) : manque d'espaces verts proches du domicile = conséquences négatives sur la santé. Or pour tous ceux dont la priorité est d'assurer leur survie, prendre des transports pour se rendre dans des espaces verts = problème d'argent et organisation.

Source : Insee : Un accès inégal aux espaces verts. 2025

En France, quel est le pourcentage d'ouvriers déclarant respirer des fumées ou des poussières potentiellement toxiques sur leurs lieux de travail ?

☐ 55 %

☒ 65 %

☐ 75 %

L'Observatoire des inégalités donne ce chiffre dans son rapport 2025, contre 25 % des employés et 9 % des cadres. De plus, la part d'ouvriers concernés a augmenté depuis 2005, alors que celle des cadres a diminué. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que globalement, c'est plus de 70 % de la main-d'œuvre mondiale qui est susceptible d'être exposée aux risques sanitaires dus au changement climatique.

En 2024, quel était le montant d'aides accordés par les grandes banques françaises aux entreprises développant des projets d'exploitations d'énergies fossiles ?

☐ 8 milliards

☐ 10 milliards

☒ 17 milliards

En 2024, les grandes banques françaises ont accordé 20 milliards de dollars (17 milliards d'euros) aux entreprises développant des projets d'exploitation d'énergies fossiles Quasi-totalité 4 banques : BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale, Banque Populaire Caisse d'Epargne. Mais c'est rien par rapport à la somme globale : les 65 plus grandes banques mondiales ont accordé 869 milliards de dollars aux énergies fossiles en 2024= +23% par rapport à 2023.

La croissance économique peut aider à lutter contre la pauvreté et les crises écologiques.

☐ Tout à fait vrai

☐ Vrai, mais...

☒ Tout à fait faux

Le modèle actuel de croissance économique est **incompatible** avec le respect des 9 limites planétaires définies en 2009, par une équipe internationale de chercheurs. Il nous a déjà fait franchir 7 de ces limites et la Terre ne pourra pas continuer à fournir des ressources à ce rythme, ni à absorber les déchets et pollutions engendrés par la culture de la consommation et du jetable. Le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) préconise de tourner les investissements vers l'intérêt collectif, l'équité sociale, des services publics et davantage de participation démocratique.